

Bulletin d'histoire politique

L'histoire politique au Québec : un état des lieux

Jean-Philippe Carlos et Michael Bergeron



Volume 25, numéro 3, printemps 2017

L'histoire politique au Québec : un état des lieux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039742ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039742ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Carlos, J.-P. & Bergeron, M. (2017). L'histoire politique au Québec : un état des lieux. *Bulletin d'histoire politique*, 25(3), 11–15.
<https://doi.org/10.7202/1039742ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'histoire politique au Québec

Présentation

L'histoire politique au Québec : un état des lieux¹

JEAN-PHILIPPE CARLOS
*Département d'histoire
Université de Sherbrooke*

MICHAEL BERGERON
*Département d'histoire
Université de Sherbrooke*

Le 8 avril 2016 se tenait à l'Université de Sherbrooke la journée d'étude *Nouvelles perspectives en histoire politique: la politique au Québec à travers ses acteurs, ses espaces et ses institutions (XIX^e-XX^e siècles)*². Organisée par trois étudiants du département d'histoire de l'institution sherbrookoise³, cette journée fut l'occasion de faire le point sur les recherches actuelles s'inscrivant dans le champ de l'histoire politique québécoise. Les communications présentées par une douzaine d'étudiant(e)s, de professeurs et de professionnels de recherche ont permis de mettre à l'avant-plan les recherches qui se font actuellement dans les départements universitaires ainsi que dans certaines institutions gouvernementales. Sans nul doute, cette journée d'étude constitue un témoignage éclairant de la manière dont la nouvelle génération d'historiennes et d'historiens entrevoit désormais la nébuleuse politique québécoise. Elle a aussi permis de mettre de

l'avant les réalisations et les travaux novateurs de professeurs engagés dans le champ de l'histoire du politique qui, comme le souhaitait l'historien Réal Bélanger en 1997, ont pavé la voie à la revalorisation, à la relégitimation ainsi qu'à la revitalisation de ce champ historiographique⁴.

Fort d'un accueil chaleureux de la communauté historienne lors de l'événement, cette initiative étudiante a, dès les premiers instants, reçu l'appui du *Bulletin d'histoire politique* (BHP). C'est grâce à cette collaboration que les tenants et aboutissants de cette journée d'étude se retrouvent aujourd'hui dans les pages de ce dossier. Plus encore, la direction du BHP, qui célèbre cette année son 25^e anniversaire, nous fait l'honneur de présenter les réflexions issues de cette journée d'étude au sein de son numéro anniversaire. Durant les 25 dernières années, le *Bulletin* fut l'un des acteurs clés dans la revitalisation de l'histoire politique québécoise. L'engagement de la revue dans les débats de la Cité québécoise depuis 1992 et sa volonté de pousser toujours plus loin la réflexion fait de cette institution le fer de lance de ce renouvellement observé ces dernières années. On ne peut qu'applaudir l'éthique de travail, la pertinence et la vitalité de cette institution dans le domaine de l'histoire québécoise en général.

Les études intégrées dans le dossier découlent majoritairement des communications entendues lors de la journée du 8 avril 2016. S'ajoutent également à cela deux articles qui viennent éclairer certains angles morts de la journée d'étude⁵. En cela, le présent dossier se veut une réflexion sur le passé, le présent et l'avenir de la recherche s'inscrivant dans le domaine de l'histoire politique québécoise (XIX^e-XX^e siècles). Il regroupe des spécialistes de tous les horizons qui proposent des réflexions ambitieuses et révélatrices, qui démontrent la vitalité et la pertinence des recherches en histoire politique.

Dans un premier temps, Jean-Philippe Carlos et Michael Bergeron proposent un bilan historiographique faisant le point sur l'évolution de l'histoire politique québécoise depuis les années 1960. Ils étudient les grandes tendances de la recherche pratiquée par les spécialistes selon les époques, les appels au renouvellement lancés par les historiens des années 1980 et 1990 ainsi que la manière dont s'est restructuré le champ de l'histoire politique, notamment depuis la fondation de l'Association québécoise d'histoire politique et du *Bulletin d'histoire politique*, en 1992.

À ce bilan succèdent, dans un deuxième temps, cinq articles d'analyse qui présentent certaines des nouvelles perspectives abordées à travers le prisme de l'histoire du politique au Québec. Harold Bérubé nous entretient d'abord sur les acteurs de la gouvernance municipale au Québec entre 1855 et 1939. En s'intéressant au cas des petites et moyennes villes de la province, il analyse l'engagement et le rôle joué par une grande variété d'intervenants qui participent de manière diversifiée au processus de gou-

vernance municipale. L'auteur démontre que la politique municipale est loin d'être uniquement l'apanage des élus et des entreprises privées, ce qui atteste de la pluralité des acteurs et actrices qui participent de près ou de loin à la vie politique municipale.

Jessica Riggi s'intéresse quant à elle aux débats entourant la question constitutionnelle entre décembre 1985, date de l'élection du gouvernement libéral de Robert Bourassa, et juin 1991, date à laquelle le projet de loi 150 est adopté à l'Assemblée nationale. L'auteure aborde les discours relatifs à la question constitutionnelle tirés des débats de l'Assemblée nationale, des commissions parlementaires et des rapports Allaire et Bélanger-Campeau, afin de rendre compte des représentations du passé véhiculées par les députés des différents partis politiques québécois. Elle fait état notamment de la manière par laquelle les députés instrumentalisent le passé afin de légitimer leurs positions politiques. L'étude de Riggi constitue en ce sens une étude intéressante liée à la culture politique des élites politiques québécoises.

Valérie Lapointe-Gagnon traite quant à elle de l'apport de Solange Chapat-Rolland, comme intellectuelle engagée dans l'univers politique québécois des années 1960. Elle retrace le parcours intellectuel de cette dernière à travers quatre journaux politiques publiés dans les années 1960, en plus de s'intéresser à l'impact de son engagement sur ses confrères masculins. Elle relate le combat mené par cette femme dans un Québec des années 1960 en pleine effervescence qui laisse néanmoins peu de place à la liberté d'expression féminine. Cet article s'avère une démonstration de l'apport essentiel et capital des femmes dans le discours politique au Québec et, de ce fait, ouvre de nouvelles perspectives de recherche en histoire politique.

Dans le même ordre d'idées, Amanda Ricci traite de la question des femmes immigrantes et racisées au sein de la Fédération des femmes du Québec entre 1966 et 1972. Elle étudie plus particulièrement la sous-représentation de ces femmes dans cette association québécoise, tout en examinant comment cette lacune a pu influencer sur certaines orientations politiques de la fédération. L'article de Ricci se veut une contribution réfléchie à une histoire politique inclusive qui redéfinit le féminisme en y incorporant une tangente militante antiraciste.

François-Olivier Dorais clôt cette section par une analyse comparative de l'engagement public de deux historiens de l'« École historique de Québec » à l'époque de la Révolution tranquille : Marcel Trudel et Fernand Ouellet. En abordant plus particulièrement la question nationale, l'auteur met de l'avant les fondements qui sous-tendent leurs convictions antiséparatistes en plus d'évaluer les convergences et les divergences qui caractérisent la pensée des deux historiens. L'auteur est en mesure d'apporter de nouvelles conclusions sur un aspect méconnu de la pensée de ces

deux auteurs, tout en analysant certains pans et orientations de l'École historique lavalloise.

À cette section consacrée aux nouvelles avenues en histoire politique en succède une dernière qui prend la forme d'une réflexion élargissant les pistes de recherches possibles quant à l'étude du phénomène politique dans une perspective historique. Stéphane Savard y signe une note de recherche qui aborde le prisme de la culture politique québécoise de la Révolution tranquille, dans la perspective d'une histoire politique renouvelée, à travers deux aspects de cet angle d'approche : l'histoire parlementaire et la prise de parole citoyenne. L'auteur s'intéresse ainsi à deux groupes d'acteurs politiques qui œuvrent dans deux espaces distincts. Il abonde dans le sens d'une histoire politique renouvelée de la Révolution tranquille et replace cette période dans un contexte occidental beaucoup plus large que sont les années 1960.

Finalement, l'historien Martin Pâquet nous propose une réflexion en trois temps axée sur les caractéristiques de l'histoire *du* politique – comme catégorie d'analyse —, sur les conditions de pratique d'une histoire du politique au Québec depuis les années 1980 ainsi que sur les défis actuels de ce champ historiographique. Contribution émanant d'un praticien spécialisé dans l'histoire de la culture politique, ce texte vient clore de manière éclairante cette section réflexive sur les avenues futures de la recherche en histoire politique ainsi que le dossier dans son ensemble.

Ainsi, bien que plusieurs défis s'imposent encore aujourd'hui dans le domaine de l'histoire politique, il est possible d'observer la vitalité et toute la pertinence de ce champ d'études à travers les articles suivants qui s'inscrivent dans ce renouveau historiographique. Le présent dossier se veut donc à la fois un bilan de la situation actuelle dans ce domaine d'étude, mais aussi une invitation aux nouveaux chercheurs qui désirent contribuer au développement et au renouvellement continu de l'histoire politique au Québec.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Les auteurs tiennent à remercier chaleureusement l'équipe du *Bulletin d'histoire politique* pour la publication de ce dossier dans le cadre du 25^e anniversaire du Bulletin. Nous leur en sommes extrêmement reconnaissants. Nous les remercions aussi pour le support manifesté dès le début de l'organisation de notre journée d'étude, à l'été 2015. Un merci tout spécial aussi aux auteur(e)s qui ont contribué à la publication de ce dossier, sans qui cette entreprise n'aurait pu être possible.
2. La décision d'intituler ce dossier « L'histoire politique au Québec : un état des lieux » découle du fait que celui-ci constitue le prolongement de la réflexion entamée lors de la journée d'étude « Nouvelles perspectives en histoire politique ». Dans cette optique, le dossier constitue un élargissement des perspec-

tives présentées à l'Université de Sherbrooke le 8 avril 2016, d'où l'intérêt de lui donner un titre plus « globalisant ».

3. Les organisateurs et les membres du comité scientifique de la journée d'étude étaient Jean-Philippe Carlos, doctorant en histoire, Michael Bergeron, candidat à la maîtrise en histoire et Maxime Corriveau, diplômé de la maîtrise en histoire. Harold Bérubé, membre du corps professoral du département d'histoire de l'Université de Sherbrooke, s'est également impliqué dans le processus organisationnel de la journée d'étude ainsi qu'au sein du comité scientifique.
4. Réal Bélanger, « Pour un retour à l'histoire politique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, 1997, p. 223-241.
5. On pense notamment ici à une histoire politique des femmes et des immigrantes. Ces thématiques, couvertes par Valérie Lapointe-Gagnon et Amanda Ricci dans le présent dossier, étaient malheureusement absentes de la programmation originale de la journée d'étude.